

## REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 4 FÉVRIER 2021

### Délibération n° 2021-013- DC

Date d'affichage :

**Le 11 février 2021**

Effectif statutaire : 81  
Membres en exercice : 81  
Quorum : 41  
Présents : 64  
Excusé(s) : 11  
Dont représenté(s) : 7  
Absent(s) : 6

Nombre de votants : 71  
-----

Secrétaires de séance :

*Colette GAGNEUX de Doué-en-  
Anjou et Pierre de BOUTRAY de  
Saint Macaire du Bois*

Le quatre février deux mille vingt et un à 17 heures 15, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis, en visioconférence, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président, le vingt neuf janvier deux mille vingt et un.

**Présents : (64)**

Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Sophie METAYER, Christian RUAAULT, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Amel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Eric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Benoît LEDOUX, Pierre de BOUTRAY, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND, Loïc BIDAULT, Arlette BOURDIER, Laurence CAILLAUD, Bertrand CHANDOUINEAU, Bruno CHEPTOU, Michel DELPHIN, Marie-Luce DURAND, Stéphanie ELIE, Dominique GACHET, Colette GAGNEUX, Béatrice GUILLON, Bernard HENRY, Didier HUCHEDÉ, Géraldine LE COZ, Teddy LOCHARD, Claudie MARCHAND, Nathalie MORON, Marc-Antoine NERON, Nicole PEHU, Bruno PROD'HOMME, Nathalie SECOUÉ, Sylvie TAUGOURDEAU, Patricia VILLARME.

**Dont suppléé(s) remplacé(s) :**

**Excusés : (11)**

Guy BERTIN, Sophie TUBIANA, Didier ROUSSEAU, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gérard POLICE, Alain BOURDIN, Christophe CARDET, Gaëlle FAURE, Nathalie LIEBAULT, Noël NERON

**Dont excusés avant donné pouvoir : (7)**

Guy BERTIN à Béatrice BERTRAND, Sophie TUBIANA à Isabelle DEVAUX, Gérard POLICE à Christian RUAAULT, Christophe CARDET à Jackie GOULET, Gaëlle FAURE à Bruno PROD'HOMME, Nathalie LIEBAULT à Sylvie TAUGOURDEAU, Noël NERON à Béatrice GUILLON.

**Absents : (6)**

Yann PILVEN Le SEVELLEC, Thierry MORISSET, Jeannick CANTIN, Emmanuel BRAULT, Benoît LAMY, Sylvain LEFEBVRE

### **GARANTIES D'EMPRUNT ACCORDÉES À ALTER CITÉS - AVENANTS AUX CONTRATS POUR MISE EN PLACE D'UN DIFFÉRÉ DE REMBOURSEMENT D'ÉCHÉANCES - LA BANQUE POSTALE**

Par délibération n° 2017/309 DC du 14 décembre 2017, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a accordé, à hauteur de 80 %, une garantie d'emprunt à Alter Cités, pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 700 000 €, soit un montant garanti de 560 000 € (contrat n° LBP-00003427).

Ce prêt, contracté auprès de la Banque Postale, finance l'opération d'aménagement Actiparc de la Ronde situé à Allonnes (49650) ;

Par délibération n° 2017/310 DC du 14 décembre 2017, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a accordé, à hauteur de 80 %, une garantie d'emprunt à Alter Cités, pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 950 000 €, soit un montant garanti de 760 000 € (contrat n° LBP-00003429).

Ce prêt, contracté auprès de la Banque Postale, finance l'opération d'aménagement Actiparc de Jumelles situé à Longué-Jumelles (49180) ;

Faisant suite à la crise sanitaire due à la pandémie Covid 19, Alter Cités a sollicité auprès de La Banque Postale le report des échéances, sur la période du 15 mai au 17 août 2020, des emprunts n° LBP-00003427 et n° LBP-00003429.

Pour être en conformité avec les contrats de prêt et les nouveaux tableaux d'amortissement, il est demandé à la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire de réitérer sa garantie pour les emprunts n° LBP-00003427 et LBP-00003429.

**Aussi,**

**Vu** la délibération n° 2017/309 DC du 14 décembre 2017 de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire accordant une garantie d'emprunt à Alter Cités, à hauteur de 80 %, pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 700 000 €, soit un montant garanti de 560 000 € ;

**Vu la délibération n° 2017/310 DC du 14 décembre 2017 de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire accordant une garantie d'emprunt à Alter Cités, à hauteur de 80 %, pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 950 000 €, soit un montant garanti de 760 000 € ;**

**Vu la délibération n° 2020-056 DC du 16 juillet 2020 proclamant Monsieur Jackie GOULET Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;**

**Vu la délibération n° 2020-124 DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au Président d'une partie de ses attributions ;**

**Vu les lettres de la Banque Postale confirmant le report des échéances des prêts n° LBP-00003427 et LBP-00003429, sur la période du 15 mai 2020 au 15 août 2020 ;**

**Vu les avenants au contrat de crédit moyen-long terme n° LBP-00003427000001 et LBP-00003429000001 signés entre Alter Cités (l'Emprunteur) et la Banque Postale en date du 21/04/2020, ;**

**Vu les tableaux d'amortissement établis par la Banque Postale en date du 12/08/2020 ;**

**Vu l'avis favorable de la commission « Finances - Ressources humaines - Mutualisation et systèmes d'information » du 26 janvier 2021 ;**

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide :**

**- DE RÉITÉRER** sa garantie, à hauteur de 80 %, pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 700 000 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Banque Postale, selon les caractéristiques financières et conditions générales de l'avenant au contrat de Prêt n° LBP-00003427000001. Le montant garanti porte sur 560.000€ ;

La lettre de la Banque Postale, l'avenant au contrat n° LBP-00003427000001 et le tableau d'amortissement sont joints en annexe et font partie intégrante de la présente délibération.

**- DE RÉITÉRER** sa garantie, à hauteur de 80 %, pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 950 000 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Banque Postale, selon les caractéristiques financières et conditions générales de l'avenant au contrat de Prêt n° LBP-00003429000001. Le montant garanti porte sur 760.000€ ;

La lettre de la Banque Postale, l'avenant au contrat n° LBP-00003429000001 et le tableau d'amortissement sont joints en annexe et font partie intégrante de la présente délibération.

**- D'ACCORDER** sa garantie pour la durée totale du Prêt, augmentée d'un délai de trois mois, et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. La garantie porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité ;

**- DE S'ENGAGER** dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement. La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire s'y engage sur notification de l'impayé par lettre recommandée avec avis de réception de la Banque Postale au plus tard quatre-vingt-dix jours après la date d'échéance concernée ;

**- DE S'ENGAGER** pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 71 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

**15 FEV. 2021**

Date de réception en sous-préfecture :

**15 FEV. 2021**

Insertion au RAA du 1er trimestre 2021

Pour Extraît Conforme,  
Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire  
Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET



Matière de l'acte 7. Finances locales

7.3 Emprunts 7.3.6 Autres garanties d'emprunt accordées

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »